

Rapport financier annuel

Exercice 2008



<http://www.bcisa.com>



BCI NAVIGATION SA

Siège social : 3 rue du Velay, Z.I. Petite Montagne Sud – 91017 EVRY
423 859 099 RCS Evry

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE
RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Lisses, le 28 avril 2009.

Bruno COIFFET
Président Directeur Général

BCI NAVIGATION

Société anonyme au capital de 3.575.343,60 €
Siège social : 3 rue du Velay, Z.I. Petite Montagne Sud, CE 1740, 91017 Evry cedex
SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry

Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 30 juin 2009

Chers Actionnaires,

Vous êtes convoqués conformément aux dispositions légales et statutaires

- ❑ d'une part en assemblée générale ordinaire, afin de vous rendre compte des résultats de notre gestion au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2008, d'affecter le résultat de cet exercice, de statuer sur le renouvellement du programme de rachat d'actions propres et de délibérer sur les autres points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes et
- ❑ d'autre part, en assemblée générale extraordinaire, afin de modifier les articles 11.2 et 13 des statuts.

A) Rapport de gestion sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 à l'assemblée générale ordinaire annuelle

I - Situation de la société durant l'exercice écoulé

I.1. Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

I.1.1. Risques financiers

I.1.1.a) Exposition de la société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie

La société n'est exposée à aucun risque de prix ni de crédit. Le risque en termes de trésorerie est évoqué au § I.3.4 et III.

I.1.1.b) Exposition de la société aux risques de marché (taux, change, instruments financiers)

- Risques de taux : la société n'est exposée à aucun risque de taux.
- Risques de change : la société n'est exposée à aucun risque de change.
- Risques de contrepartie sur instruments financiers : la société n'est exposée à aucun risque de ce type.

I.1.2. Utilisation des instruments financiers (Objectifs et politique de la société en matière de gestion des risques financiers)

La société n'utilise pas d'instruments financiers à risque.

I.1.3. Autres risques significatifs

Aucun autre risque significatif n'est à signaler.

I.2. Prises de participation significatives par la société et prises de contrôle dans d'autres sociétés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.233-6 du code de commerce, il est précisé que, au cours de l'exercice écoulé, les prises de participation représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 %, du capital ou des droits de vote, ou les prises de contrôle, intervenues dans une société ayant son siège en France, sont les suivantes : néant.

I.3. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société au cours l'exercice écoulé

I.3.1. Modifications éventuelles apportées au mode de présentation des comptes annuels ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes

Aucun changement de mode de présentation ou méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de la période. Toutefois, le principe de continuité d'exploitation a été retenu du fait des négociations commerciales en cours et évoquées dans les § II et III de ce rapport.

Les comptes consolidés publiés par BCI NAVIGATION font application de la norme IFRS. La société souligne que l'application de ces normes comptables n'a eu aucun impact sur ces comptes sociaux.

I.3.2. Activité et résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2008

De l'examen du compte de résultat, il ressort notamment les éléments suivants :

	2008 en €	2007 en €
Chiffre d'affaires	616.540	5.095.876
Résultat d'exploitation	- 2.643.295	1.932.467
Résultat financier	81.948	285.491
Résultat courant avant impôts	- 2.561.347	2.217.958
Résultat exceptionnel	540.279	772.121
Résultat de l'exercice	-1 752 780	3.035.218

I.3.3. Analyse de l'évolution des affaires et des résultats au regard du volume et de la complexité des affaires - Progrès réalisés - Difficultés rencontrées

L'année 2008 a été marquée par la constatation de l'échec de l'accord de coopération entre BCI NAVIGATION et la société EADS. L'absence de commandes spécifiques de la part de ce partenaire exclusif ayant fortement pénalisé notre chiffre d'affaires en terme de prestations de services (210 K€ en 2008 contre 1.066 K€ en 2007). La rupture s'étant concrétisée en juillet 2008 par la décision bilatérale de mettre un terme à cet accord.

Les autres droits de licences, essentiellement constitués de droits sur la gamme EVADEO de l'IGN, avaient enregistré une bonne progression par rapport à 2007 durant le premier semestre, mais, la décision de ne pas poursuivre ce projet et la nécessité de privilégier les développements en interne et notamment la chaîne de Mobilité GEOD, ont de même impacté le chiffre d'affaires 2008 qui ressort à 0,6 millions d'euros soit environ le tiers de l'activité de 2007 hors les 3,5 millions d'euros qui étaient liés au prépaiement à la signature du partenariat EADS-BCI.

Les frais de structures restant stables, le résultat d'exploitation est déficitaire de 2,6 millions d'euros à comparer au bénéfice de 1,9 millions d'euros dégagé en 2007.

Le résultat financier est essentiellement constitué des intérêts sur le compte courant de la maison mère BCI SA ainsi que de la dépréciation de notre participation dans notre filiale BCI DATA mise en sommeil en début 2009.

Le résultat courant est une perte de près de 2,6 millions d'euros contre un excédent de 2,2 millions d'euros en 2007.

Le résultat exceptionnel est marqué par la reprise de provision constatée sur l'évolution du compte courant de BCI SA qui passe de 8,2 millions d'euros à fin 2007 à 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2008, mais supporte une charge exceptionnelle de 1,4 millions d'euros correspondant au solde non versé du prépaiement d'EADS ainsi qu'une provision sur les avances en compte courant à la filiale BCI DATA (172 K€).

Après un crédit d'impôt recherche de 268 K€, le résultat net est un déficit de 1,7 millions d'euros contre un bénéfice net de plus de 3 millions d'euros en fin 2007.

I.3.4. Analyse de l'évolution de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement

L'absence de revenus significatifs durant l'exercice a impacté nos fonds propres qui passent de 3,8 millions d'euros en 2007 à 2 millions d'euros en fin 2008.

La société n'est pas endettée, mais la trésorerie disponible (environ 1 million d'euros) peut remettre en cause la continuité de l'exploitation qui est conditionnée par la conclusion de nouveaux partenariats.

I.4. Activité de la société en matière de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement ne sont pas immobilisés dans les comptes sociaux. Le développement de la chaîne de mobilité GEOD sur l'exercice 2008 a fait l'objet d'un crédit d'impôt recherche.

II - Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Début 2009, face au recentrage stratégique sur le développement de la chaîne de Mobilité GEOD, la filiale BCI DATA a été mise en sommeil.

La fin du premier trimestre 2009 a confirmé que le développement de la chaîne logicielle de Mobilité GEOD est un succès technologique avéré, validant ainsi le choix stratégique, difficile en terme commercial et risqué financièrement, de se focaliser principalement sur ce projet.

III - Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la société pour 2009

Aujourd'hui, il y a des négociations et des contacts avec des acteurs très importants du marché pour accéder à cette technologie.

L'action en cours est désormais de type commercial et doit déboucher dans des délais compatibles avec les disponibilités financières de BCI Navigation. Le succès de ces négociations d'ici la fin du second trimestre 2009 étant le principal garant de la pérennité financière et de la continuité d'exploitation de BCI Navigation.

IV - Liste des fonctions et mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux, durant l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous précisons la liste de l'ensemble des fonctions et mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux, durant l'exercice écoulé :

- Monsieur Bruno Coiffet :
 - président du conseil d'administration et directeur général de BCI NAVIGATION
société anonyme au capital de 3.575.343,60 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry ;
 - président du conseil d'administration et directeur général de B.C.I.
société anonyme au capital de 71.250 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
 - président du conseil d'administration et directeur général de BCI CARTO
société anonyme au capital de 47.500 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry ;
 - président de BCI DATA
société par actions simplifiée au capital de 200.000 €
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite Montagne Sud, 91017 Evry-Lisses Cedex
immatriculée sous le n° SIREN 500 955 299 R.C.S. Evry

- Madame Christine Coiffet :

- représentant permanent de B.C.I. administrateur de
BCI NAVIGATION
société anonyme au capital de 3.575.343,60 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry.
- administrateur de
B.C.I.
société anonyme au capital de 71.250 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
- représentant permanent de B.C.I. administrateur de
BCI CARTO
société anonyme au capital de 47.500 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry.
- membre du directoire de
BCI DATA
société par actions simplifiée au capital de 200.000 €
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry-Lisses Cedex
immatriculée sous le n° SIREN 500 955 299 R.C.S. Evry

- Monsieur Camille Coiffet :

- administrateur de
BCI NAVIGATION
société anonyme au capital de 3.575.343,60 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 423 859 099, R.C.S. Evry ;
- administrateur de
B.C.I.
société anonyme au capital de 71.250 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 383 395 282, R.C.S. Evry ;
- administrateur de
BCI CARTO
société anonyme au capital de 47.500 €,
dont le siège social est 3 rue du Velay, CE 1740, zone industrielle Petite
Montagne Sud, 91017 Evry – Lisses cedex,
immatriculée sous le n° SIREN : 438 435 273, R.C.S. Evry ;

V - Rémunération, avantages et attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé, à chaque mandataire social

V.1. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé, à chaque mandataire social par la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par la société BCI NAVIGATION :

- Bruno Coiffet, président du conseil d'administration et directeur général

Rémunération et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2008 :

- * Rémunération et avantages en nature : 302.304 €, dont :
 - éléments fixes : 180.000 € ; avantages en nature : 9.304 € ;
 - éléments variables et critères en application desquels ils ont été calculés : néant
 - éléments exceptionnels et circonstances en vertu desquelles ils ont été établis : 113.000 € (primes).

* Attribution de titres : néant

Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions exercées ou postérieurement à celle-ci et modalités de détermination de ces engagements : néant.

- Autres mandataires :

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>attributions de titres</i>	<i>engagements consentis</i>
Christine Coiffet, représentant permanent de B.C.I., Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

V.2. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social par les sociétés contrôlées par la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 alinéa 2 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par les sociétés contrôlées par la société :

- Monsieur Bruno Coiffet

Rémunération et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé :

- * Rémunération et avantages en nature: néant
 - éléments fixes : néant ;

- éléments variables et critères en applications desquels ils ont été calculés : néant;
- éléments exceptionnels et circonstances en vertu desquelles ils ont été établis : néant;

* Attribution de titres : néant

Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions exercées ou postérieurement à celle-ci et modalités de détermination de ces engagements : néant.

• Autres mandataires :

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>attributions de titres</i>	<i>engagements consentis</i>
Christine Coiffet, représentant permanent de B.C.I., Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

V.3. Rémunération totale et avantages de toute nature versés et les attributions de titres octroyés, durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social par la société B.C.I. contrôlant la société BCI NAVIGATION

En application de l'article L.225-102-1 alinéa 2 du code de commerce, nous vous indiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés y compris sous forme d'attribution de titres, ainsi que les engagements pris, durant l'exercice écoulé, au bénéfice de chaque mandataire social par la société B.C.I. contrôlant la société BCI NAVIGATION :

<i>Mandataire</i>	<i>Rémunérations et avantages</i>	<i>attributions de titres</i>	<i>engagements consentis</i>
Bruno Coiffet Président directeur général	néant	néant	néant
Christine Coiffet, représentant permanent de B.C.I. Administrateur	néant	néant	néant
Camille Coiffet Administrateur	néant	néant	néant

VI - Modalité d'exercice de la direction générale

En application de l'article R.225-102 du code de commerce, il est précisé que le conseil d'administration du 28 juin 2002 a décidé que la direction générale de la société serait assumée par le président du conseil d'administration.

VII - Informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité

VII.1 En application des articles L.225-102-1 alinéa 5 du et R.225-104 du code de commerce, les informations sur la manière dont la société a pris en compte, au cours de l'exercice écoulé, les conséquences sociales de son activité sont les suivantes :

- 1°
 - a) *effectif total* : 19 (19 salariés sous contrat à durée indéterminée et 0 contrat à durée déterminée), dont 18 cadres (1 femme et 17 hommes) et 1 employée (1 femme et 0 homme) ;
embauches à durée indéterminée : 3. L'effectif total de la société a augmenté avec 2 personnes en plus à la clôture;
embauches à durée déterminée : 0;
difficultés éventuelles de recrutement : rien de particulier ;
licenciements et leurs motifs : 0;
heures supplémentaires : néant.
main-d'œuvre extérieure : néant;
 - b) *plans de réduction d'effectifs et de sauvegarde de l'emploi* : sans objet ;
efforts de reclassement : sans objet ;
réembauches et mesures d'accompagnement : sans objet ;
- 2° *organisation du temps de travail* : horaire collectif ;
durée du temps de travail pour les salariés à temps plein : 35 heures ;
durée du temps de travail pour les salariés à temps partiel : mi-temps ;
Accord pour la réduction du temps de travail : sans objet
absentéisme et ses motifs : rien de particulier ;
- 3° *rémunérations et leur évolution* : en 2008, les charges de personnel (charges sociales incluses) se sont élevées à 2.135 K€ ;
charges sociales : 660 K€ ;
application du titre IV du livre IV du code du travail : rien de particulier ;
égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : la société ne fait aucune distinction entre les hommes et les femmes, que ce soit au niveau de l'embauche ou de la rémunération, le système de gestion étant appliqué uniformément au personnel ;
- 4° *relations professionnelles et bilan des accords collectifs* : rien de particulier
- 5° *conditions d'hygiène et de sécurité* : satisfaisantes ;
- 6° *formation* : selon les besoins individuels des salariés ;
- 7° *emploi et insertion des travailleurs handicapés* : néant ;
- 8° *œuvres sociales* : néant.
- 9° *importance de la sous-traitance* : la société fait appel à la sous traitance de manière ponctuelle et s'applique essentiellement dans les domaines d'usage comme le nettoyage, mais aussi les cabinets de conseils, etc... ;
- 10° *manière dont la société prend en compte l'impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional* : néant ;
- 11° *relations entretenues par la société avec les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines* : néant ;
- 12° *importance de la sous-traitance et manière dont la société promeut auprès de ses sous-traitants et s'assure du respect par ses filiales des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail* : sans objet ;

13° *manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur le développement régional et les populations locales : sans objet.*

VII.2 En application des articles L.225-102-1 alinéa 5 et R.225-105 du code de commerce, les informations sur les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement au cours de l'exercice écoulé sont les suivantes :

1°

- a) *consommation de ressources en eau, matières premières et énergie, avec les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables : rien de particulier ;*
- b) *conditions d'utilisation des sols, rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement : néant (la société n'exploite pas des installations susceptibles de provoquer des pollutions des sols) ;*
- c) *nuisances sonores ou olfactives : néant ;*
- d) *déchets : néant ;*

2° *mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées : sans objet ;*

3° *démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement : sans objet ;*

4° *mesures prises, le cas échéant, pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives applicables en cette matière : sans objet ;*

5° *dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement : sans objet ;*

6° *existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement, la formation et l'information des salariés sur celui-ci, les moyens consacrés à la réduction des risques pour l'environnement ainsi que l'organisation mise en place pour faire face aux accidents de pollution ayant des conséquences au-delà des établissements de la société : néant ;*

7° *montant des provisions et garanties pour risque en matière d'environnement : néant ;*

8° *montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement et les actions menées en réparation de dommages causés à celui-ci : néant ;*

9° *éléments objectifs que la société assigne à ses filiales à l'étranger sur les points 1° à 6° ci-dessus : sans objet.*

VIII - Opérations sur les titres émis par la société réalisées par les mandataires sociaux

En application de l'article 223-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le tableau ci-dessous indique les acquisitions, cessions, souscriptions ou échanges d'actions BCI NAVIGATION et transactions opérées sur les actions BCI NAVIGATION au moyen d'instruments financiers à terme, réalisées au cours de l'exercice écoulé par les mandataires sociaux et les personnes ayants avec eux des liens personnels étroits :

Mandataires	Flux bruts de la période		Positions ouvertes au dernier jour de la période	
	Achat (nb de titres)	Vente (nb de titres)	Positions à l'achat (nombre de titres)	Positions à la vente (nombre de titres)
Bruno Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme
Christine Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme
Camille Coiffet	néant	néant	Call achetés	Call vendus
			Put vendus	Put achetés
			Achats à terme	Ventes à terme

IX - Rapport spécial du conseil d'administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société

En application des dispositions de l'article L.225-184 du code de commerce, il est précisé qu'il a été consenti, en vertu des articles L.225-177 à L.225-186 du code de commerce, les options de souscription d'actions suivantes :

Le conseil d'administration du 16 janvier 2007 a décidé d'user de l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 2007 et d'attribuer 171.000 options de souscription d'actions à certains salariés des sociétés du groupe BCI (au nombre de 18) donnant droit de souscrire à 171.000 actions de 0,40 € nominal, au prix de 6,57 €.

Chaque bénéficiaire peut exercer les options qui lui sont consenties à compter du 16 janvier 2008 jusqu'au 15 janvier 2014 inclus.

- *Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui, durant l'année 2008 et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société, ont été consenties à chacun des mandataires par la société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce : néant.*
- *Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui ont été consenties durant l'année 2008 à chacun des mandataires de la société ou de celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180, à raison des mandats et fonctions qu'ils y exercent par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du code de commerce : néant.*
- *Nombre et prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice 2008 par chacun des mandataires sociaux de la société en levant une ou plusieurs des options détenues sur la société, sur les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du code de commerce et sur les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce : néant.*
- *Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année 2008, par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, à chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé : néant.*

- *Nombre et prix des actions qui, durant l'année 2008, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, par chacun des 10 salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé : néant.*
- *Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année 2008, par la société et par les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du code de commerce, à l'ensemble des salariés bénéficiaires ; nombre des salariés bénéficiaires et répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaire : néant.*

X - Rapport spécial du conseil d'administration sur les opérations réalisées au titre de l'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants de la société

En application de l'article L.225-197-4 du code de commerce, il est précisé qu'il n'a été consenti aucune attribution gratuite d'actions en vertu des articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du code de commerce.

XI - Participation des salariés au capital

XI.1. Participation des salariés au capital à la clôture de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-102 du code de commerce, est indiqué ci-dessous l'état de la participation des salariés au capital à la clôture de l'exercice écoulé.

Salarié(s) de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.255-180 du code de commerce détenant des actions nominatives dans la société à la clôture de l'exercice écoulé :

<i>nombre de salariés</i>	<i>nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>
néant	0	0

Actions des salariés qui font l'objet d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas la libre disposition :

<i>cadre juridique</i>	<i>nombre d'actions</i>	<i>% du capital</i>
néant	0	0

XI.2. Augmentation de capital réservée aux salariés

L'assemblée générale du 29 juin 2007 a rejeté le projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du code du travail.

XI.3. Rachat d'actions destinées à être attribuées aux salariés et aux dirigeants

Conformément à l'article L.225-211 du code de commerce il est précisé que, au cours de l'exercice écoulé, la société n'a acquis aucune de ses propres actions en application de l'article L.225-208 du code de commerce à fin :

- d'une attribution d'actions aux salariés au titre de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise ;
- d'une attribution gratuite d'actions aux salariés ou aux dirigeants dans les conditions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du code de commerce ;
- d'une attribution d'options d'achat d'actions aux salariés ou aux dirigeants dans les conditions prévues aux articles L.225-177 et suivants du code de commerce.

XII - Principaux actionnaires

XII.1. Répartition du capital et des droits de vote

Actionnaires	31/12/2008				31/12/2007			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
B.C.I.	3.621.837	40,6 %	7.243.674	57,7%	3.721.837	41,6 %	7.443.674	58,8%
Autres	9.866	0.1 %	5.400	0.04 %	16.326	0,2 %	5.400	0,04%
Public	5.306.656	59,3 %	5.306.656	42.2 %	5.200.196	58,2 %	5.200.196	41.1 %
Total	8.938.359	100,00%	12.555.730	100,00%	8.938.359	100,00 %	12.649.270	100,00 %

XII.2. Franchissement de seuils

En application de l'article L.233-13, le tableau ci-dessous indique l'identité des actionnaires détenant, à la clôture de l'exercice écoulé, plus de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital ou des droits de vote aux assemblées générales, et des modifications intervenues au cours de l'exercice écoulé :

Actionnaire	détention en capital	détention en droits de vote	franchissements de seuils intervenus en capital	franchissements de seuils intervenus en droits de vote
B.C.I.	plus de 33,33 %	plus de 50 %	néant	néant

XII.3. Autocontrôle

En application de l'article L.233-13 du code de commerce, il est précisé que les sociétés contrôlées par la société ne détiennent pas d'action de la société.

XII.4. Aliénation(s) d'actions intervenue(s) à l'effet de régulariser les participations croisées

Conformément à l'article 233-19 du code de commerce, il est précisé que les aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées en application des articles L.233-29 et L.233-30 du code de commerce sont les suivantes : néant.

XIII - Capital social

XIII.1. Dilution potentielle du capital

Néant.

XIII.2. Capital autorisé non émis : délégations en cours de validité et utilisations de ces délégations

Conformément à l'article L.225-100 alinéa 7, le tableau ci-dessous récapitule les délégations en cours de validité accordées au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du code de commerce :

<i>Tableau des délégations de compétence et des délégations de pouvoirs en cours de validité</i>					
<i>date de la délégation</i>	<i>durée de validité</i>	<i>montant du capital autorisé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours d'un exercice précédent l'exercice écoulé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours de l'exercice écoulé</i>	<i>utilisation de la délégation au cours de l'exercice en cours</i>
29 juin 2007	26 mois	2.000.000 €	sans objet	néant	néant

XIII.3. Ajustements apportés aux conditions d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital

La société n'ayant pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital, aucun ajustement n'est à porter à la connaissance des actionnaires en application de l'article R.228-91 du code de commerce.

XIV - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L.225-100-3 du code de commerce, sont précisés ci-dessous les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique : néant.

XV - Tableau des résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices

Le tableau des résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices, conforme au modèle mentionné à l'article R.225-102, est reproduit ci-après :

	2004	2005	2006	2007	2008
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en €)	3.575.344	3.575.344	3.575.344	3.575.344	3.575.344
Nombre d'actions	8.938.359	8.938.359	8.938.359	8.938.359	8.938.359
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires H.T.	154.282	250.352	596.836	1.595.876	616.540
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-3.079.736	-2.584.171	-1.605.788	2.354.281	-3.581.936
Impôt sur les bénéfices	0	3.750	4.350	- 45.140	-268.287
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 3.227.831	-1.182.263	574.985	3.035.218	-1.752.780
Résultat distribué	0	0	0	0	0
Résultats par action (en €)					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et provisions	- 0,34	-0,29	-0,18	0,27	-0,37
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	- 0,36	- 0,13	0,06	0,34	-0,20
Dividende distribué à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel (en K€)					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	24	21	15	16	19
Montant de la masse salariale de l'exercice	1.340.811	1.227.693	993.661	1.242.407	1.475.187
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	583.768	529.433	447.165	552.221	659.999

XVI - Activité et résultat des filiales et des sociétés contrôlées

En application de l'article L.233-6 alinéa 2 du code de commerce, le tableau ci-dessous indique notamment le chiffre d'affaires et le résultat des filiales et sociétés contrôlées.

FILIALES ET PARTICIPATIONS	% age de détention	Capital	Chiffres d'affaires	Résultat	Prêts et Avances
Participations DIAMNAV 58 western road North 4 th ring- PEKIN	50%	153 500	NC	NC	300 000
Filiales BCI DATA 3 rue du Velay 91017-EVRY	80%	200.000	0	-322.020	172 398

B) Rapport consolidé de gestion du groupe sur les comptes consolidés au 31 décembre 2008

I - Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation au cours de l'exercice écoulé

I.1. Principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation est confronté

I.1.1. Risques financiers

I.1.1. a) Exposition du groupe aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie

Le groupe n'est exposé à aucun risque de prix ni de crédit ni de liquidité. Le risque en termes de trésorerie est évoqué au § I.3.4 des comptes sociaux.

I.1.1.b) Exposition du groupe aux risques de marché (taux, change, instruments financiers)

- Risques de taux : le groupe n'est exposé à aucun risque de taux.
- Risques de change : le groupe n'est exposé à aucun risque de change.
- Risques de contrepartie sur instruments financiers : le groupe n'est exposé à aucun risque de ce type.

I.1.2. Utilisation des instruments financiers (Objectifs et politique du groupe en matière de gestion des risques financiers)

Le groupe n'utilise pas d'instruments financiers à risque.

I.1.3. Autres risques significatifs

Rien à signaler.

I.2. **Evènements importants dans le développement des activités du groupe**

La filiale, DIAMNAV CORPORATION LIMITED, située à PEKIN (Chine), est détenue à 50 % par BCI Navigation.

Cette filiale est consolidée à compter de l'arrêté du 31 décembre 2006 par la méthode de mise en équivalence comme préconisé par les normes IFRS pour les filiales sous contrôle conjoint.

Depuis le début de l'année 2008, faute de développement commerciaux, cette filiale a arrêté son activité et est en cours de dissolution.

En fin octobre 2007, une seconde filiale a été créée, il s'agit de BCI DATA SAS, spécialisée dans la conception de base de données de modélisation cartographique tridimensionnelle de l'environnement. BCI Navigation détient 80 % du capital de sa filiale. Elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Début 2009, face au recentrage stratégique sur le développement de la chaîne de Mobilité GEOD dès le second semestre 2008, cette filiale a été mise en sommeil.

La date de clôture des comptes de BCI Navigation et de ses filiales est le 31 décembre.

L'activité du groupe en 2008 se limite de ce fait principalement à l'activité de BCI NAVIGATION telle que décrite au § I.3.3. sur les comptes sociaux.

I.3. **Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation au cours l'exercice écoulé**

I.3.1. Modifications éventuelles apportées au mode de présentation des comptes annuels ou aux méthodes d'évaluation suivies les années précédentes

Les compte consolidés arrêtés au 31 décembre 2008 sont les troisièmes comptes consolidés de BCI Navigation.

Ils ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2008.

Nous attirons votre attention sur le fait que la présentation des comptes sur le principe de la continuité d'exploitation a été retenu du fait des négociations commerciales en cours et développées dans les § II et III des comptes sociaux.

I.3.2. Activité du groupe et résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2008

Données Consolidées		
En Euros	Décembre 2008	Décembre 2007
Total Produits	589 213	5 095 876
Marge brute	414 265	4 690 123
Marge Opérationnelle	-4 030 411	2 551 611
Résultat Opérationnel	-1 863 675	3 325 979
Résultat financier	159 550	365 281
Résultat net part du groupe	-862 805	2 491 608
Capitaux propres	11 492 556	12 305 233
Actifs courants	1 861 321	3 973 124
Passifs courants	724 308	1 096 710
Actifs non courants	10 557 680	9 594 847
Passifs non courants	202 138	166 029

I.3.3. Analyse de l'évolution des affaires et des résultats du groupe au regard du volume et de la complexité des affaires - Progrès réalisés - Difficultés rencontrées

L'exercice 2008, marqué par la rupture avec le groupe EADS, la décision de ne pas poursuivre le projet EVADEO de l'IGN et la nécessité de privilégier les développements en interne se caractérise par des produits et une marge brute en baisse de 90 % par rapport à 2007.

La marge opérationnelle, négative de 4 millions d'euros est représentative de cette baisse des revenus et de la perte du solde de la créance EADS (1,4 millions d'euros).

Le résultat opérationnel, après prise en compte des mouvements de provision sur les avances à la société BCI SA, ressort à une perte d'environ 1,8 million d'euros contre un bénéfice de 3,3 millions d'euros en 2007.

Après impact des impôts différés, le résultat net part du groupe est une perte de près de 0,9 million d'euros contre un bénéfice de près de 2,5 millions d'euros à fin 2007.

I.3.4. Analyse de l'évolution de la situation financière de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation, notamment de leur situation d'endettement

Le groupe n'est pas endetté, mais la trésorerie disponible (environ 1 million d'euros) peut remettre en cause la continuité de l'exploitation qui est conditionnée par la conclusion de nouveaux partenariats. Cf § III du rapport sur les comptes sociaux.

I.4. Activité du groupe en matière de recherche et de développement

Les frais de recherche et développements sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à ces actifs iront à l'entreprise, que la faisabilité technique du développement est démontrée, que ces actifs seront achevés afin de vente ou utilisation et que leurs coûts peuvent être déterminés de façon fiable. Leurs durées de vie sont considérées comme indéfinies, ils ne sont donc pas amortis, mais subissent des tests de dépréciation.

Des frais de recherche et développement ont été activés sur l'exercice clos le 31 décembre 2008, date à laquelle ils remplissent les conditions précisées ci-dessus. Ils ont été évalués sur la base du coût complet des ingénieurs au prorata du temps consacré à leurs développements, soit 380K€.

II - Evènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date à laquelle les comptes consolidés sont établis

Cf. § II du rapport sur les comptes sociaux.

III - Evolution prévisible et perspectives d'avenir du groupe pour 2008

Cf. § III du rapport sur les comptes sociaux.

IV - Tableau des résultats du groupe au cours des 5 derniers exercices

Données Consolidées			
En Euros	Décembre 2008	Décembre 2007	Décembre 2006
Total Produits	589 213	5 095 876	596 836
Marge brute	414 265	4 690 123	286 871
Marge Opérationnelle	-4 030 411	2 551 611	-1 484 820
Résultat Opérationnel	-1 863 675	3 325 979	834 839
Résultat financier	159 550	365 281	235 700
Résultat net part du groupe	-862 805	2 491 608	675 841
Capitaux propres	11 492 556	12 305 233	9 859 092
Actifs courants	1 861 321	3 973 124	1 219 342
Passifs courants	724 308	1 096 710	780 991
Actifs non courants	10 557 680	9 594 847	9 544 458
Passifs non courants	202 138	166 029	123 719

C) Résolutions présentées à l'assemblée générale ordinaire

I - Approbation des comptes

I.1. Approbation des comptes sociaux

Il est demandé à l'assemblée générale d'approuver les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils sont présentés, faisant apparaître un résultat net comptable déficitaire de 1 752 780,42 €.

I.2. Approbation de certaines dépenses non déductibles

Au titre des charges visées à l'article 39-4. du code général des impôts il a été réintégré dans le résultat imposable de l'exercice écoulé une somme de 4.472 € correspondant à des amortissements excédentaires ; aucun impôt n'a été supporté en raison de ces charges.

I.3. Approbation des comptes consolidés

Il est demandé à l'assemblée générale d'approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils sont présentés, faisant apparaître un résultat net consolidé part du groupe déficitaire de 862.805 €.

II - Affectation du résultat - Dividendes

II.1. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le déficit net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élevant à 1 752 780,42 € au poste « report à nouveau (solde débiteur) ».

Après cette affectation, les comptes de capitaux propres s'établiront comme suit :

<i>Capitaux propres</i>	<i>en €</i>
Capital	3.575.343,60
Primes d'émission	23.941.139,47
Report à nouveau (solde débiteur)	(25.468.027,51)
Total	2.048.455,56

II.2. Dividendes versés au titre des trois exercices précédents

Il est rappelé, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos.

III - Conventions réglementées

Les conventions réglementées visées à l'article L.225-38 du code de commerce font l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes qui est présenté à l'assemblée générale en application de l'article L.225-40 et, le cas échéant, de l'article L.225-42, du code de commerce. Ces conventions sont, s'il y a lieu, soumises à l'approbation de l'assemblée.

IV - Attribution de jetons de présence

Aucune proposition d'attribution de jetons de présence au conseil d'administration n'est proposée à l'assemblée.

V - Ratification des cooptations faites à titre provisoire par le conseil d'administration – Expiration du mandat des administrateurs – Désignation de nouveaux administrateurs – Expiration du mandat des commissaires aux comptes

Aucune cooptation n'a été faite depuis la date de la dernière assemblée générale ordinaire.

D) Programme de rachat d'actions propres

I - Information sur les opérations effectuées par la société sur ses propres actions intervenues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-211 alinéa 2 du code de commerce, nous vous rappelons que, sur autorisation de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2008, au cours de l'exercice écoulé, la société a procédé aux opérations suivantes sur ses propres actions :

- nombre d'actions achetées : 259.159 ;
- nombre d'actions vendues : 265.619;
- cours moyens des achats : 3,60 € ;
- cours moyens des ventes : 3,73€ ;
- montant des frais de négociation : 22.867 € ;
- nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice 2008 : 7.166, soit 0,09 % du capital, et valeur évaluée au cours d'achat : 10.176 € ;
- motifs des acquisitions effectuées : contrat d'animation de marché avec SG Securities.

II - Nouvelle autorisation à donner au conseil d'administration en remplacement de la précédente autorisation concernant le programme de rachat d'actions

En remplacement de la précédente autorisation qui avait été donnée par l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2008, nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du code de commerce, de donner au conseil d'administration une nouvelle autorisation pour acheter des actions de la société.

Les objectifs de ce programme de rachat seraient les suivants :

- la couverture d'obligations liées :
 - à des programmes d'attribution d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou autres allocations d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe,
 - à l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux résultats de l'entreprise, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou dans le cadre de toute autre formule d'épargne salariale,
 - à la remise d'actions lors de l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, échange, attribution ou de toute autre manière ;
- la conclusion avec un prestataire de service d'investissement d'un contrat de liquidité conforme à une chartre de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- la remise d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe à titre de paiement, d'échange ou d'apport.

Il n'est pas prévu de demander d'autoriser l'annulation des actions rachetées.

Les achats pourraient porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la société détiendra à la suite de ces achats ne dépasse pas 10 % des actions qui composent son capital. Toutefois, le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % de son capital. Le pourcentage du capital s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la décision de l'assemblée générale.

Le prix à payer par la société lors de l'achat de ses propres actions ne pourrait être supérieur par action à 30,00 € (hors frais) pour une action d'une valeur nominale de 0,40 €. Le montant maximum des achats autorisés serait donc fixé à 26.815.077 €.

Les achats, cessions ou transferts, pourraient se faire par tous moyens et à tout moment y compris en période d'offre publique, au choix du conseil d'administration, sur le marché ou hors marché, y compris par des négociations de blocs et par des opérations optionnelles. La part maximale du capital acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.

L'assemblée générale déléguerait au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres motifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'autorisation donnée par l'assemblée générale resterait valable pour une durée de 18 mois.

Tous pouvoirs seraient conférés au conseil d'administration pour décider la mise en œuvre et, si nécessaire, préciser les termes de l'autorisation donnée par l'assemblée, avec faculté d'en déléguer la réalisation à son président.

E) Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale extraordinaire

I - Modification de l'article 11.2 des statuts

Ainsi que le permet dorénavant l'article L.225-124 du code de commerce tel que modifié par la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, il est proposé de prévoir le maintien du droit de vote double attribué aux actions en cas de transfert de ces actions par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

II - Suppression de l'article 13 des statuts

Ainsi que le permet dorénavant l'article L.225-25 du code de commerce tel que modifié par la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, il est proposé de supprimer l'article 13 des statuts relatif au nombre d'actions que doivent détenir les administrateurs.

Nous espérons que vous voudrez bien approuver les résolutions agréées par le conseil d'administration qui vous sont proposées.

Le conseil d'administration

Bruno Coiffet <i>Président du conseil d'administration et directeur général</i>	
B.C.I. <i>Administrateur</i> Représentée par Christine Coiffet	
Camille Coiffet <i>Administrateur</i>	

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008 (en euros)

ACTIF	Montant brut	Amortissements	31/12/2008	31/12/2007
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
. Concessions, brevets et droits similaires	169 802	129 282	40 520	29 124
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
. Constructions	495 022	80 181	414 841	271 658
. Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	0	0
. Autres immobilisations corporelles	963 290	570 849	392 441	341 451
. Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	124 781
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
. Autres participations	159 790	159 790	0	80 000
. Créances rattachées à des participations	472 398	472 398	0	0
. Autres titres immobilisés	384 090	375 475	8 615	77 718
. Autres immobilisations financières	4 750	0	4 750	90
ACTIF IMMOBILISE	2 649 142	1 787 975	861 167	924 822
STOCK ET EN-COURS				
. Marchandises	0	0	0	0
. Avances et acomptes versés sur commande	600	0	600	27 765
CREANCES				
. Clients et comptes rattachés	100 563	0	100 563	2 164 013
. Autres créances	6 720 473	6 101 109	619 364	128 139
DIVERS				
. Valeurs mobilières de placement	835 943	0	835 943	1 409 683
. Disponibilités	273 144	0	273 144	196 750
COMPTES DE REGULARISATION				
. Charges constatées d'avance	46 189	0	46 189	46 774
ACTIF CIRCULANT	7 976 912	6 101 109	1 875 803	3 973 124
TOTAL GENERAL	10 626 054	7 889 084	2 736 970	4 897 946

PASSIF		31/12/2008	31/12/2007
. Capital social, dont versé : 3 575 344		3 575 344	3 575 344
. Primes d'émission, de fusion, d'apport		23 941 139	23 941 139
. Report à nouveau		(23 715 247)	(26 750 466)
. Résultat de l'exercice		-1 752 780	3 035 219
CAPITAUX PROPRES		2 048 455	3 801 236
. Provisions pour risques		110 157	56 500
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		110 157	56 500
DETTES D'EXPLOITATION			
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés		199 835	368 381
. Dettes fiscales et sociales		348 598	647 887
COMPTES DE REGULARISATION			
. Produits constatés d'avance		29925	23 942
DETTES		578 358	1 040 210
TOTAL GENERAL		2 736 970	4 897 946

. Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

578 358

1 040 210

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2008 (en euros)

	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
. Ventes de marchandises	123 292	283 480	406 772	529 693
. Production vendue de services	209 768		209 768	1 066 183
CHIFFRE D'AFFAIRES NETS	333 060	283 480	616 540	1 595 876
. Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 934	34 563
. Autres produits			0	3 500 000
PRODUITS D'EXPLOITATION			618 474	5 130 439
. Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	1 815
. Variation de stock (marchandises)			0	29 786
. Autres achats et charges externes			866 347	1 172 339
. Impôts, taxes et versements assimilés			29 658	67 377
. Salaires et traitements			1 475 187	1 242 407
. Charges sociales			659 999	552 221
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
. Sur immobilisations: dotations aux amortissements			230 578	132 028
. Sur actif circulant : dotations aux provisions			0	0
. Autres charges			0	0
CHARGES D'EXPLOITATION			3 261 769	3 197 973
RESULTAT D'EXPLOITATION			(2 643 295)	1 932 466
. Autres intérêts et produits assimilés			206 439	245 664
. Reprises sur provisions et transferts de charges			0	45 468
. Différences positives de change			39	0
. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			24 573	74 693
PRODUITS FINANCIERS			231 051	365 825
. Dotations financières aux amortissements et aux provisions			149 103	79 790
. Intérêts et charges assimilées			0	0
. Différence négative de change			0	544
. Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
CHARGES FINANCIERES			149 103	80 334
RESULTAT FINANCIER			81 948	285 491
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(2 561 347)	2 217 957

	31/12/2008	31/12/2007
. Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2	0
. Produits exceptionnels sur opérations en capital	1	2
. Reprises sur provisions et transferts de charges	2 166 736	1 074 368
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 166 739	1 074 370
. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 400 274	231
. Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	11
. Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	226 186	302 007
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 626 460	302 249
RESULTAT EXCEPTIONNEL	540 279	772 121
. Impôts sur les bénéfices	-268 287	-45 140
TOTAL DES PRODUITS	3 016 264	6 570 635
TOTAL DES CHARGES	4 769 045	3 535 417
BENEFICE OU PERTE	(1 752 780)	3 035 219

. dont produits concernant les entreprises liées	204 037	243 159
. dont transfert de charges	1934	4 777
. dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	0	0
. dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	0	3 500 000

Tableau des flux de trésorerie

Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros

en milliers d'euros	2004	2005	2006	2007	2008
Flux de trésorerie d'exploitation					
Résultat de l'exercice	-3 228	-1 182	575	3 035	-1 752
Dépréciation et amortissements - reprises	86	-1 606	-2 405	-665	-1 594
Capacité d'autofinancement	-3 142	-2 788	-1 830	2 370	-3 346
Besoin de financement d'exploitation	295	285	291	-1 326	-188
Variation besoin de financement d'exploitation	405	-10	6	-1 617	1 138
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	-2 737	-2 798	-1 824	753	-2 208
Flux de trésorerie d'investissement					
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-22	-30	-5	-35	-41
Cession d'immobilisations incorporelles		36	122	9	1
Acquisition d'immobilisations corporelles	-14	-30	-93	-651	-395
Cession d'immobilisations corporelles	36	167	98	50	156
Acquisition d'immobilisations financières	-392		-80	-380	-177
Cession d'immobilisations financières	467	15	0	0	0
Flux de trésorerie liés aux investissements	75	158	42	-1 007	-456
Flux de trésorerie financiers					
Besoin de financement	-13 092	-11 662	-9 342	-8 268	-6 101
Variation besoin financement	-520	1 430	2 320	1 074	2 167
Flux de trésorerie liés aux financements	0	0	0	0	0
Variation des disponibilités	-3 182	-1 210	538	820	-497
Disponibilités à l'ouverture	4 640	1 458	248	786	1 606
Disponibilités à la clôture	1 458	248	786	1 606	1 109

ANNEXE

Cette annexe complète et commente le bilan et le compte de résultat des comptes au 31 décembre 2008, dont sont extraits les éléments suivants :

Total du bilan	:	2 736 971 €
Chiffre d'affaires hors taxes	:	616 540 €
Perte comptable	:	-1 752 780 €
Nombre moyen de salariés	:	19
- Direction	1	
- Cadres	17	
- Employés	1	

1/ MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés en prenant pour base les notions suivantes :

- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices
- continuité de l'exploitation

Nous attirons votre attention sur le fait que la présentation des comptes sur le principe de la continuité d'exploitation a été retenue du fait des négociations commerciales en cours et développées page 15 au paragraphe « Evènements postérieurs ».

Les comptes ont été établis et présentés selon les principes comptables définis par la réglementation CRC 99/03 et les prescriptions du Plan Comptable Général.

L'évaluation des différents éléments a été pratiquée suivant la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de la période.

Les comptes consolidés publiés par BCI NAVIGATION font application de la norme IFRS. La société souligne que l'application de cette norme comptable n'a eu aucun impact sur ses comptes sociaux.

De même, compte tenu de la faible incidence qu'elle aurait eue sur les comptes, la méthode de décomposition des actifs n'a pas été mise en application.

COMPTES DE BILAN

2/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	130 285	41 000	1 483				169 802
TOTAL	130 285	41 000	1 483	0	0	0	169 802

Amortissements immobilisations incorporelles	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	101 160	29 605	1 483				129 282
TOTAL	101 160	29 605	1 483	0	0	0	129 282

Immobilisations incorporelles nettes	Solde ouverture	+	- amort exercice	- cession valeur nette	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Logiciels	29 125	41 000	29 605					40 520
TOTAL	29 125	41 000	29 605	0	0	0	0	40 520

21. Frais d'établissement

Néant

22. Frais de Recherche et de Développement

Conformément aux principes retenus par BCI Navigation, les frais de recherche et développement ne sont pas immobilisés (cf page 13).

23. Fonds commercial

Néant

24. Logiciels

Les logiciels sont amortis en fonction de leur durée de vie (2 ans).

3/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	311 073	195 459	11 510				495 022
Installations techniques	1 475		1 475				0
Matériel de transport	384 000						384 000
Matériel de bureau et informatique	298 388	92 661	8 003				383 046
Mobilier	99 570	107 158	10 484				196 244
TOTAL	1 094 506	395 278	31 472	0	0	0	1 458 312

Amortissements immobilisations corporelles	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	39 415	52 276	11 510				80 181
Installations techniques	1 475		1 475				0
Matériel de transport	267 961	62 498					330 459
Matériel de bureau et informatique	140 973	68 004	8 003				200 974
Mobilier	31 573	18 327	10 484				39 416
TOTAL	481 397	201 105	31 472	0	0	0	651 030

Immobilisations corporelles nettes	Solde ouverture	+ acquisitions	- amort exercice	- cession valeur nette	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Installations générales	271 658	195 459	52 276	0				414 841
Installations techniques	0	0	0	0				0
Matériel de transport	116 039	0	62 498	0				53 541
Matériel de bureau et informatique	157 415	92 661	68 004	0				182 072
Mobilier	67 997	107 158	18 327	0				156 828
TOTAL	613 109	395 278	201 105	0	0	0	0	807 282

31. Valorisation (annexe page 16)

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

32. Incorporation des intérêts dans le coût de production

Aucune immobilisation n'a été produite par l'entreprise.

33. Amortissements (annexe page 17)

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation de chaque bien amortissable. Selon le cas, l'amortissement économiquement justifié est déterminé suivant le mode linéaire ou le mode dégressif, soit :

- Agencements des constructions : 8 ans linéaire
- Agencements techniques : 5 ans linéaire
- Matériel de transport : 7 ans linéaire
- Matériel informatique : 3 ans dégressif ou linéaire
- Matériel de bureau : 5 ans linéaire
- Mobilier de bureau : 8 ans linéaire

4/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Immobilisations financières brutes	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Autres participations	159 790						159 790
Créances rattachées	300 000	172 398					472 398
Autres titres immobilisés	384 090						384 090
Autres immo.financières	90	4 660					4 750
TOTAL	843 970	177 058	0	0	0	0	1 021 028

Dotations aux provisions Immobilisations financières	Solde ouverture	+	-	Variation périmètre	Chge/Ouv Change/Flux	Autre	Solde clôture
Autres participations	79 790	80 000					159 790
Créances rattachées	300 000	172 398					472 398
Autres titres immobilisés	306 372	69 103					375 475
Autres immo.financières	0						0
TOTAL	686 162	321 501	0	0	0	0	1 007 663

Immobilisations financières nettes	Solde ouverture	+	dotation	reprise	Variation	Chge/Ouv	Autre	Solde
		acquisitions	exercice	exercice	périmètre	Change/Flux		clôture
Autres participations	80 000	0	80 000	0				0
Créances rattachées	0	172 398	172 398	0				0
Autres titres immobilisés	77 718	0	69 103	0				8 615
Autres immo.financières	90	4 660	0	0				4 750
TOTAL	157 808	177 058	321 501	0	0	0	0	13 365

A ce jour, BCI Navigation n'a connaissance d'aucun élément susceptible d'engager la responsabilité financière de l'entreprise.

Au poste « autres titres immobilisés » figure un montant de 384 000 € versé dans le cadre d'un contrat d'animation de marché avec la SG Securities. Au travers de ce compte, notre société détient l'équivalent de 6 004 de ses propres actions BCI NAVIGATION. Les fonds investis ont donné lieu à une provision de 375 475 € calculée en fonction de la valorisation des titres au 31 décembre 2008.

5/ ACTIF CIRCULANT

Par prudence, les avances en compte courant à la société mère sont provisionnées en totalité depuis 2002. Au 31 décembre 2008, le montant s'élève à 6 101 109 €

Echéancier des créances

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	472 398	172 398	300 000
Autres immobilisations financières	4 750		4 750
Autres créances clients	100 563	100 563	
Personnel et comptes rattachés	23	23	
Sécurité Sociale et organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	313 427	313 427	
Taxe sur la valeur ajoutée	268 122	268 122	
Autres impôts et taxes	34 243	34 243	
Groupe et Associés (*)	6 101 109	6 101 109	
Autres débiteurs	3 549	3 549	
Charges constatées d'avance	46 189	46 189	
TOTAL	7 344 373	7 039 623	304 750

*La créance vis-à-vis de B.C.I. étant exigible a été classée à moins d'un an.

6/ VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La méthode de valorisation retenue est celle des coûts historiques.

Des provisions pour dépréciation ont été comptabilisées si nécessaire en fonction des moins-values latentes.

Nature	Nombre	Valeur d'actif	Estimation 31/12/2008	+/- values latentes
Natexis Euribor Gestion	12	475 125	479 715	4 590
BAREP/SG	16	271 707	283 141	11 434
Sogemoneplus	4	89 111	91 619	2 508
TOTAL		835 943	854 475	18 532

Ces placements ne sont exposés à aucun risque.

Les taux dépendent du marché monétaire, la devise est l'euro et les placements bénéficient d'une garantie en capital.

7/ REGULARISATION ACTIF ET PRODUITS A RECEVOIR**71. Charges constatées d'avance**

Prestations	16 667 €
Maintenance	14 854 €
Assurances	9 806 €
Abonnements publications	761 €
Frais de personnel	3 368 €
Autres charges	733 €

Total 46 189 €

72. Charges à répartir sur plusieurs exercices

Aucune somme ne figure à ce poste.

73. Produits à recevoir

Clients, factures à établir	24 866 €
Fournisseurs, avoirs à recevoir	1 630 €
Plafonnement taxe professionnelle à recevoir	34 243 €

Total 60 739 €

8/ CAPITAL ET DETTES

Le capital social est de 3 575 343,60 € divisé en 8 938 359 actions de 0,40 € chacune entièrement libérées.

EVOLUTION CAPITAL

Date	Opération	Nombre actions	Total actions	Valeur unitaire	Variation Capital	Capital FRF	Capital €
15/07/99	Création	2 500	2 500	100,00 F	250 000,00	250 000,00	
23/09/99	Apport partiel actif BCI	5 500	8 000	100,00 F	550 000,00	800 000,00	
23/09/99	Augmentation capital	889	8 889	100,00 F	88 900,00	888 900,00	
28/03/00	Augmentation capital pour				44 028,36	932 928,36	
	conversion capital en €		8 889	16,00 €			142 224,00
28/03/00	Division du nominal des actions	355 560	355 560	0,40 €			142 224,00
28/03/00	Augmentation capital	5 644 440	6 000 000	0,40 €	2 257 776,00		2 400 000,00
31/03/00	Augmentation capital						
	Souscription MOTOROLA	580 776	6 580 776	0,40 €	232 310,40		2 632 310,40
06/06/00	Augmentation capital						
	Introduction en BOURSE	1 645 194	8 225 970	0,40 €	658 077,60		3 290 388,00
07/07/00	Augmentation capital						
	Souscription Société Générale	131 615	8 357 585	0,40 €	52 646,00		3 343 034,00
29/09/00	Augmentation capital						
	Souscription MOTOROLA	580 774	8 938 359	0,40 €	232 309,60		3 575 343,60

Une assemblée générale du 5 janvier 2007 a adopté un nouveau plan de stock options en faveur des salariés portant sur 171 000 options permettant de souscrire 171 000 actions.

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Dates	Opération	Variation capitaux propres actions	Ventilation					TOTAL Capitaux propres €	
			Capital social	Prime d'émission	Réserves indispon.	Report à nouveau	Résultat		Amort. dérogatoires
01/01/2000	Situation d'ouverture	2 430 335	135 512	2 841 665					2 430 335
28/03/2000	conversion capital en €	0	2 264 488	-2 547 517	283 029				2 430 335
31/03/2000	Augmentation capital Souscription MOTOROLA	1 527 441	232 311	1 295 130					3 957 776
06/06/2000	Augmentation capital Introduction en BOURSE	22 045 600	658 078	21 387 522					26 003 376
06/06/2000	Frais d'introduction imputés/ prime émission	-2 326 127		-2 326 127					23 677 249
07/07/2000	Augmentation capital Souscription Société Générale	1 764 957	52 646	1 712 311					25 442 206
29/09/2000	Augmentation capital Souscription MOTOROLA	1 527 435	232 310	1 295 125					26 969 641
31/12/2000	Résultat 2000	-1 380 746					-1 380 746		25 588 895
31/12/2000	Provisions réglementées pour amort.dérogatoires	17 516						17 516	25 606 411
31/12/2000		25 606 411	3 575 345	23 658 109	283 029	-546 842	-1 380 746	17 516	25 606 411
29/06/2001	Affectation résultat 2000					-1 380 746	1 380 746		25 588 895
29/06/2001	Affectation réserve indispon.			283 029	-283 029				25 606 411
31/12/2001	Résultat 2001	-2 972 840					-2 972 840		22 633 571
31/12/2001	Reprise provisions réglementées	-16 522						-16 522	22 617 049
31/12/2001		22 617 049	3 575 345	23 941 138	0	-1 927 588	-2 972 840	994	22 617 049
28/06/2002	Affectation résultat 2001					-2 972 840	2 972 840		22 616 055
31/12/2002	Reprise amts. dérogatoires	-994						-994	22 616 055
31/12/2002	Résultat 2002	-14 287 834					-14 287 834		8 328 221
31/12/2002		8 328 221	3 575 345	23 941 138	0	-4 900 428	-14 287 834	0	8 328 221
30/06/2003	Affectation résultat 2002					-14 287 834	14 287 834		4 601 126
31/12/2003	Résultat 2003	-3 727 095					-3 727 095		4 601 126
31/12/2003		4 601 126	3 575 345	23 941 138	0	-19 188 262	-3 727 095	0	4 601 126
30/06/2004	Affectation résultat 2003					-3 727 095	3 727 095		4 601 126
31/12/2004	Résultat 2004	-3 227 831					-3 227 831		1 373 295
31/12/2004		1 373 295	3 575 345	23 941 138	0	-22 915 357	-3 227 831	0	1 373 295
30/06/2005	Affectation résultat 2004					-3 227 831	3 227 831		1 373 295
31/12/2005	Résultat 2005	-1 182 263					-1 182 263		191 032
31/12/2005		191 032	3 575 345	23 941 138	0	-26 143 188	-1 182 263	0	191 032
30/06/2006	Affectation résultat 2005					-1 182 263	1 182 263		191 032
31/12/2006	Résultat 2006	574 985					574 985		766 017
30/12/2006		766 017	3 575 345	23 941 138	0	-27 325 451	574 985	0	766 017
29/06/2007	Affectation résultat 2006					574 985	-574 985		766 017
31/12/2007	Résultat 2007	3 035 219					3 035 219		3 801 236
31/12/2007		3 801 236	3 575 345	23 941 138	0	-26 750 466	3 035 219	0	3 801 236
30/06/2008	Affectation résultat 2007					3 035 219	-3 035 219		3 801 236
31/12/2008	Résultat 31/12/2008	-1 752 780					-1 752 780		2 048 456
31/12/2008		2 048 456	3 575 345	23 941 138	0	-23 715 247	-1 752 780	0	2 048 456

82. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières			
Fournisseurs et comptes rattachés	199 835	199 835	
Personnel et comptes rattachés	128 130	128 130	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	180 802	180 802	
Taxe sur la valeur ajoutée	15 598	15 598	
Autres impôts et taxes	24 068	24 068	
Dettes sur immobilisations			
Groupe et associés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance	29 925	29 925	
TOTAL	578 358	578 358	

9/ REGULARISATION PASSIF ET CHARGES A PAYER91. Produits constatés d'avance

Licences, travaux, abonnements 29 925 €
=====

92. Charges à payer

Fournisseurs, factures frais généraux non parvenues :

- Edf Gdf 2 500 €
- Maintenance 749 €
- Honoraires 68 206 €
- Frais Société Générale 1 036 €
- Frais divers 949 €
- Poste et téléphone 1 352 €

74 792 €

Congés payés et primes 128 068 €
Charges sociales sur congés et primes 59 172 €
Formation continue 11 676 €
Taxe apprentissage 9 669 €
Organic 1 832 €
Taxe sur les véhicules de tourisme 891 €

211 308 €

Total général

286 100 €
=====

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de la facturation établie ou à établir.
Les facturations d'assistance technique et administrative sont incluses dans les produits en fonction de l'accomplissement des travaux sur une base mensuelle.

Les redevances sont comptabilisées pour leur montant réel sur une base trimestrielle.

Les produits financiers sont constitués principalement par les intérêts sur les comptes courants B.C.I. SA pour 204 037 et B.C.I. DATA pour 2 398 €

CHARGES D'EXPLOITATION ET FINANCIERES

Les charges d'exploitation et financières n'appellent pas de remarques particulières.

DOTATIONS AUX PROVISIONS ET REPRISES

Tableau de variation des provisions

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation Dotation de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour litiges	56 500	53 657		110 157
Provisions pour pertes de change				
Provision pour impôts				
Immobilisations corporelles		131		131
Autres immobilisations financières	686 162	321 501		1 007 663
Stocks et en-cours				
Dépréciation clients				
Autres provisions pour dépréciation	8 267 845		2 166 736	6 101 109
TOTAL	9 010 507	375 289	2 166 736	7 219 060

Dotations & reprises d'exploitation

Dotations & reprises financières 149 103

Dotations & reprises exceptionnelles 226 186 2 166 736

La dotation sur provision pour immobilisations financières est relative aux actions propres détenues dans le cadre de l'animation de marché, soit 69 103 € (voir § 4) et la dépréciation des actions BCI DATA pour 80 000 € Début 2009, face au recentrage stratégique sur le développement de la chaîne de Mobilité GEOD, cette filiale a été mise en sommeil.

Les autres provisions pour dépréciation concernent la provision du compte courant B.C.I. SA pour un montant de 6 101 109 € après une reprise de 2 166 736 € traitée en reprise exceptionnelle. La créance sur BCI DATA pour un montant de 172 398 € a aussi été dépréciée à 100% en dotation exceptionnelle. Une dotation a également été passée pour les honoraires concernant le calcul du crédit impôt recherche pour un montant de 53 657 €

La provision pour risques de 56 500 € inchangée depuis le début de l'exercice, concerne un litige prud'homal en cours.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont constitués de la reprise sur provision du compte courant B.C.I. SA pour 2 166 736 € (voir paragraphe précédent).

Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles sont constituées de l'avoir établi pour le solde de la créance détenue sur B.C.I. SA au titre du contrat EADS pour 1 400 000 € H.T. et des provisions pour la dépréciation du compte courant BCI DATA pour 172 398 € et les honoraires concernant le calcul du crédit impôt recherche 2008 (voir paragraphe précédent).

ENGAGEMENTS DONNES

La société ne dispose d'aucune immobilisation en crédit bail.

ENGAGEMENTS RECUS

Néant.

AUTRES ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements pour indemnités de départ à la retraite se montent au 31 décembre 2008 à 202 138 € selon l'estimation faite avec la méthode recommandée par le Conseil National de la Comptabilité.

DROIT AU DIF

Le total des heures dues au titre du DIF s'élève au 31 décembre 2008 à 1 279 heures.

A ce jour, la société n'a aucun autre engagement significatif.

Éléments concernant les entreprises liées et les participations**Créances et dettes inter-sociétés**

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	DIAMNAV	BCI DATA
BILAN (actif)					
Immobilisations financières					
* titres de participation	159 790			79 790	80 000
* créances rattachées	472 398			300 000	172 398
Provisions	-632 188			-379 790	-252 398
Clients	74 482	7 891	33 908		32 683
* factures à établir	49	0	49		
Fournisseurs					
* avoirs à recevoir	1 600	1 600			
Avances en compte courant	6 101 109	6 101 109			
Provision	-6 101 109	-6 101 109			
BILAN (passif)					
Fournisseurs	52 120	47 861	4 259		
* factures non parvenues	2 143	2 143	0		

Charges et produits inter-sociétés

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	BCI DATA
Chiffre d'affaires				
* assistance administrative	191 293	31 947	132 019	27 327
Autres produits	0	0		
Achats & charges externes				
* assistance technique	0	0	0	0
* locaux	133 180	124 271	8 909	0
* divers	57 224	46 690	10 534	0
Autres charges				
* redevance cartographie	0			
Produits financiers	206 435	204 037		2 398
Charges financières	0			
Charges exceptionnelles	1 400 000	1 400 000		

Allègement et accroissement d'impôts au 31 décembre 2008**Allègements et accroissements de la dette future d'impôts**

L'allègement de la dette future d'impôt est constitué par les éléments suivants :

Déficits fiscaux

Déficits reportables au 31/12/2007	23 588 483
Perte au 31/12/2008	1 919 282

Déficits reportables au 31/12/2008	25 507 765
------------------------------------	-------------------

Ecart valeurs liquidatives OPCVM	18 532
----------------------------------	---------------

Total	25 526 297
--------------	-------------------

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont tous imputés en charges. Ils ont été évalués sur la base du coût complet des ingénieurs au prorata du temps consacré à leurs développements. Ils se montent pour l'exercice 2008 à 379 703 euros.

Tableau des filiales et participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice	Obs.
				Brute	Nette						
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à publication :											
<u>PARTICIPATIONS</u> (détenues entre 10 et 50 %)											
DIAMNAV 58 western road north 4 th ring PEKIN (Chine)	153 500	-222 789	50%	79 790	0	300 000	-	5 115	-489 597	-	(1)
<u>FILIALES</u> (plus de 50 %)											
BCI DATA 3, rue du Velay 91017 EVRY	200 000		80%	80 000	80 000	172 398	-	0	-322 020	-	(2)

(1) Bilan au 31 décembre 2007

(2) Capital libéré à 50 % - Clôture au 31 décembre 2008

Rémunération des dirigeants

Le dirigeant est :

- Monsieur Bruno COIFFET, Président directeur général

Il est rémunéré directement et seulement par BCI NAVIGATION au sein du groupe B.C.I.

La rémunération brute versée au 31/12/2008 a été de 302 304 €

Le montant global des jetons de présence alloués aux administrateurs s'est élevé à 0 €

Titres donnant accès au capital**Option de souscription ou d'achat d'actions :**

Date de l'assemblée	5 janvier 2007
Date du conseil d'administration	16 janvier 2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à l'origine	171 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à ce jour (suite aux départs de salariés)	171 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	0
Nombre de dirigeants concernés	0
Date d'exercice des options	16 janvier 2008
Date d'expiration	15 janvier 2014
Prix de souscription	6,57 €
Date de cession des actions souscrites	à partir du 16 janvier 2011
Nombre d'actions souscrites à ce jour.	0
Nombre d'actions cédées à ce jour.	0

EVENEMENTS POSTERIEURS

La fin du premier trimestre 2009 a confirmé que le développement de la chaîne logicielle de Mobilité GEOD est un succès technologique avéré, validant ainsi le choix stratégique, difficile en terme commercial et risqué financièrement, de se focaliser principalement sur ce projet.

Aujourd'hui, il y a des négociations et des contacts avec des acteurs très importants du marché pour accéder à cette technologie.

L'action en cours est désormais de type commercial et doit déboucher dans des délais compatibles avec les disponibilités financières de BCI Navigation. Le succès de ces négociations d'ici la fin du second trimestre 2009 étant le principal garant de la pérennité financière et de la continuité d'exploitation de BCI Navigation.

5 IMMOBILISATIONS

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Copyright RedTitan (2009)

Désignation de l'entreprise <u>BCI NAVIGATION SA</u>										Néant <input type="checkbox"/>				
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations						
						1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		3				
								2		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	CZ		D8		D9				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	KD	130 285	KE		KF	41 000			
CORPORELLES	Terrains					KG		KH		KI				
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ		KK		KL				
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM		KN		KO				
	Installations générales, agencements* et aménagements des constructions					Dont Composants	M2		KP	311 073	KR	195 459		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					Dont Composants	M3		KS	1 475	KT			
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales agencements, aménagements divers *					KV		KW		KX			
		Matériel de transport *					KY	384 000	KZ		LA			
		Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	397 958	LC		LD	199 819		
	Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG				
	Immobilisations corporelles en cours					LH	124 781	LI		LJ				
Avances et acomptes					LK		LL		LM					
TOTAL III					LN	1 219 287	LO		LP	395 278				
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T				
	Autres participations					8U	459 790	8V		8W	172 398			
	Autres titres immobilisés					1P	384 090	1R		1S				
	Prêts et autres immobilisations financières					1T	90	1U		1V	4 660			
	TOTAL IV					LQ	843 970	LR		LS	177 058			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					ØG	2 193 542	ØH		ØJ	613 336				
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence				
						1		3		4				
						par virements de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	IO		LV	1 483	LW	169 802	1X		
CORPORELLES	Terrains					IP		LX		LY		LZ		
	Constructions	Sur sol propre				IQ		MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui				IR		MD		ME		MF		
		Inst. gales, agenct et am. des constructions				IS		MG	11 510	MH	495 022	MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					IT		MJ	1 475	MK		ML		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenct, aménagements divers					IU		MM		MN		MO	
		Matériel de transport					IV		MP		MQ	384 000	MR	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier					IW		MS	18 487	MT	579 290	MU	
	Emballages récupérables et divers *					IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours					MY	124 781	MZ		NA		NB		
Avances et acomptes					NC		ND		NE		NF			
TOTAL III					IY	124 781	NG	31 472	NH	1 458 312	NI			
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		ØU		M7		ØW		
	Autres participations					IØ		ØX		ØY	632 188	ØZ		
	Autres titres immobilisés					11		2B		2C	384 090	2D		
	Prêts et autres immobilisations financières					12		2E		2F	4 750	2G		
	TOTAL IV					13		NJ		NK	1 021 028	2H		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					14	124 781	ØK	32 955	ØL	2 649 142	ØM			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

6 AMORTISSEMENTS

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise BCI NAVIGATION SA Néant *

CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)*

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II	PE	101 160	PF	29 605	PG	1 483	PH	129 282
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV	39 415	PW	52 276	PX	11 510	PY	80 181
		PZ	1 475	QA		QB	1 475	QC	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD		QE		QF		QG	
	Matériel de transport	QH	267 961	QI	62 498	QJ		QK	330 459
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	172 546	QM	86 331	QN	18 487	QO	240 390
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III	QU	481 397	QV	201 105	QW	31 472	QX	651 030	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	ØN	582 557	ØP	230 710	ØQ	32 955	ØR	780 312	

CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES			Mouvements nets des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements TOTAL I	M9	N1		N2		N3		N4	N5	N6
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8		P6		P7		P8	P9	Q1
Terrains	Q2	Q3		Q4		Q5		Q6	Q7	Q8
Constructions	Sur sol propre	R1		R2		R3		R4	R5	R6
	Sur sol d'autrui	R7		R8		S1		S2	S3	S4
Inst. techniques mat. et outillage	S5	S6		S7		S8		S9	T1	T2
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	T3		T4		T5		T6	T7	T8
	Matériel de transport	U1		U2		U3		U4	U5	U6
	Mat. bureau et inform. mobilier	U8		U9		V1		V2	V3	V4
	Emballages récup. et divers	V6		V7		V8		V9	W1	W2
TOTAL III	W4		W5		W6		W7	W8	W9	X1
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV	X2	X3		X4		X5		X6	X7	X8
Total général (I + II + III + IV)	NL					NM				NO
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NP	NQ		NR		NS		NT	NU	NV
Total général (NP + NQ + NR)	NW		Total général non ventilé (NS + NT + NU)		NY		Total général non ventilé (NW - NY)		NZ	

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations			SP	SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Bilan consolidé 31 décembre 2008

ACTIF	NOTES	<u>EXERCICE CLOS LE</u>	
		<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
ACTIFS NON COURANTS		Net	Net
Immobilisations incorporelles	2	1 506 196	1 115 097
Immobilisations corporelles	3	979 783	866 800
Actifs financiers	4	4 872	80 180
Impôts différés	5	8 066 829	7 532 770
Autres créances	6	0	0
Total Actifs non courants		10 557 680	9 594 847
ACTIFS COURANTS			
Stocks	7	0	0
Clients et comptes rattachés	8	67 880	2 164 013
Autres créances	9	629 880	155 904
Disponibilités	10	1 117 005	1 606 433
Charges constatés d'avance	9	46 556	46 774
Total Actifs courants		1 861 321	3 973 124
<u>TOTAL ACTIF</u>		<u>12 419 001</u>	<u>13 567 972</u>

Bilan consolidé 31 décembre 2008

PASSIF	NOTES	<u>EXERCICE CLOS LE</u>	
		<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
CAPITAUX PROPRES		Net	Net
Capital social		3 575 344	3 575 344
Primes d'émission		23 941 139	23 941 139
Réserves consolidées		-15 142 149	-17 702 858
Résultat de l'exercice		-862 805	2 491 608
Capitaux Propres du Groupe		11 511 529	12 305 233
Intérêts Minoritaires		-18 973	
Total des Capitaux Propres	11	11 492 556	12 305 233
PASSIFS NON COURANTS			
Provision Retraite	12	202 138	166 029
Total Passifs non courants		202 138	166 029
PASSIFS COURANTS			
Provision pour risques et charges	13	110 157	56 500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14	212 536	368 381
Dettes fiscales et sociales	15	371 690	647 887
Produits constatés d'avance	16	29 925	23 942
Total Passifs courants		724 308	1 096 710
<u>TOTAL PASSIF</u>		<u>12 419 001</u>	<u>13 567 972</u>

Compte de résultat consolidé 31 décembre 2008

		<u>EXERCICE CLOS LE</u>	
	<u>NOTES</u>	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Produits des activités ordinaires			
- Ventes de produits		406 772	529 693
- Prestations de services		182 441	1 066 183
- Autres		0	3 500 000
Total Produits	19	589 213	5 095 876
Coût des ventes		174 948	405 753
Marge brute		414 265	4 690 123
Frais de structure et administratifs	20	2 804 644	2 081 769
Dotations aux amortissements		188 040	89 058
Autres charges (produits) nets	22	1 451 992	-32 315
Marge opérationnelle		-4 030 411	2 551 611
Dotations (reprises) de provisions	23	-2 166 736	-774 368
Résultat opérationnel		-1 863 675	3 325 979
Charges financières		69 103	544
Produits financiers		228 653	365 825
Résultat financier	24	159 550	365 281
Quote-part de résultat de société mise en équivalence		0	-28 710
Résultat avant impôt		-1 704 125	3 662 550
Charge (crédit) d'impôt	17	-802 347	1 170 942
Résultat net consolidé		-901 778	2 491 608
résultat net part du groupe		-862 805	
Intérêts minoritaires		-38 973	
Résultat net par action			
- de base		-0,10	0,28
- dilué		-0,10	0,28
Nombre d'actions retenu pour le calcul :			
- de base		8 938 359	8 938 359
- dilué		8 760 193	8 753 733

Tableau des variations des capitaux propres consolidés au 31 Décembre 2008

	Nombre d'Actions	Capital	Primes d'émission	Réserves Consolidées	Total
Au 1er janvier 2005	8 938 359	3 575 344	23 941 139	-26 143 187	1 373 296
Provision retraite				-98 560	
Impôts différés				8 693 741	
Actions propres				-22 100	
Résultat de la période				-753 066	
Au 31 décembre 2005	8 938 359	3 575 344	23 941 139	-18 323 172	9 193 311
Actions propres				-10 060	
Résultat de la période				675 841	
Au 31 décembre 2006	8 938 359	3 575 344	23 941 139	-17 657 391	9 859 092
Actions propres				-45 467	
Résultat de la période				2 491 608	
Au 31 décembre 2007	8 938 359	3 575 344	23 941 139	-15 211 250	12 305 233
Actions propres				69 101	
Résultat de la période				-862 805	
Intérêts minoritaires				-18 973	
Au 31 décembre 2008	8 938 359	3 575 344	23 941 139	-16 023 927	11 492 556

Tableau des flux de trésorerie nette consolidés au 31 Décembre 2008

En Keuros

EXERCICE CLOS LE

31/12/2008 31/12/2007 31/12/2006

Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

Résultat net	-	902	2 492	675
Elimination des éléments non monétaires				
- Amortissements et provisions	-	1 601	- 664	- 2 435
- Autres éléments non monétaires	-	1 166	543	70
Variation du besoin en fonds de Roulement		1 194	- 1 617	6
- Créances clients	-	2 096	1 897	199
- Autres actifs d'exploitation		475	36	19
- Fournisseurs et comptes rattachés	-	156	132	- 46
- Autres dettes d'exploitation	-	271	184	270
Flux nets de trésorerie provenant de l'exploitation	-	2 475	753	- 1 824

Flux de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissements

- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	437	- 686	- 98
- cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		156	59	220
- Acquisitions d'immobilisations financières	-	-	- 380	- 80
- cessions d'immobilisations financières				
Flux nets de trésorerie provenant d'opérations d'investissements	-	281	- 1 007	42

Flux de trésorerie provenant des opérations de financement

- Apports de capital des minoritaires		20		
- Souscription d'emprunts				
- Remboursement d'emprunts				
- Autres flux de trésorerie		2 247	1 074	2 320
Flux nets de trésorerie provenant des opérations de financement		2 267	1 074	2 320

Variation de la trésorerie

- Trésorerie à l'ouverture		1 606	786	248
- Trésorerie à la clôture		1 117	1 606	786



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

31 DECEMBRE 2008

1. Présentation et principes comptables

Règles générales d'établissement et de présentation

Les comptes intermédiaires consolidés arrêtés au 31 décembre 2008 sont les troisièmes comptes consolidés de BCI Navigation.

Ils ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2008.

Nous attirons votre attention sur le fait que la présentation des comptes sur le principe de la continuité d'exploitation a été retenue du fait des négociations commerciales en cours et développées dans le chapitre 29 de cette annexe.

Utilisations d'estimations

L'élaboration d'états financiers conforme aux principes comptables généralement admis s'appuie nécessairement sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants figurant dans les états financiers. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles servent de base à l'exercice du jugement dans le cadre des valeurs comptables de certains actifs et passifs. Ces estimations et hypothèses sont revues à chaque clôture. Les résultats réalisés par la suite peuvent différer de ces estimations.

Principes de préparation des comptes

Le compte de résultat est présenté par destination. Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal ainsi que les disponibilités de trésorerie constituent les actifs courants du groupe. Les autres actifs constituent des actifs non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent les dettes courantes. Les autres dettes sont non courantes.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté suivant la méthode indirecte.

Principe de consolidation

La filiale, DIAMNAV CORPORATION LIMITED, située à PEKIN (Chine), est détenue à 50 % par BCI Navigation.

Cette filiale est consolidée à compter de l'arrêté du 31 décembre 2006 par la méthode de mise en équivalence comme préconisé par les normes IFRS pour les filiales sous contrôle conjoint.

Depuis le début de l'année 2008, faute de développement commerciaux, cette filiale a arrêté son activité et est en cours de dissolution.

En fin octobre 2007, une seconde filiale a été créée, il s'agit de BCI DATA SAS, spécialisée dans la conception de base de données de modélisation cartographique tridimensionnelle de l'environnement. BCI Navigation détient 80 % du capital de sa filiale. Elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale. Début 2009, face au recentrage stratégique sur le développement de la chaîne de Mobilité GEOD, cette filiale a été mise en sommeil.

La date de clôture des comptes de BCI Navigation et de ses filiales est le 31 décembre.

Produits des activités ordinaires

Les ventes de marchandises sont enregistrées lorsque la livraison des biens est effectuée. Les produits de licences sont étalés sur la durée du droit de licence. Les prestations de services sont étalées le cas échéant en fonction de l'avancement de la prestation. Les autres revenus sont enregistrés lors de leurs réalisations.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation (2 ans).

Les frais de recherche et développements sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à ces actifs iront à l'entreprise, que la faisabilité technique du développement est démontrée, que ces actifs seront achevés afin de vente ou

utilisation et que leurs coûts peuvent être déterminés de façon fiable. Leurs durées de vie sont considérées comme indéfinies, ils ne sont donc pas amortis, mais subissent des tests de dépréciation.

Immobilisations corporelles

Ces immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et le cas échéant du cumul des pertes de valeurs. Dans le cadre de l'option prévue dans IFRS 1 de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur à la date de transition, un avion de tourisme, servant aux tests, a été réévalué du fait de sa valeur recouvrable.

Aucune immobilisation n'a fait l'objet de décomposition.

L'amortissement est calculé sur la durée probable d'utilisation du bien, selon les modalités suivantes :

- | | |
|----------------------------------|-----------|
| - Agencements, aménagements | 5 à 8 ans |
| - Matériel de transports | 7 ans |
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - Matériel et mobilier de bureau | 5 à 8 ans |

Les actifs significatifs faisant l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation à chaque clôture.

Il n'y a pas eu de dépréciation depuis le 1^{er} janvier 2005, date de la première consolidation.

Immobilisations financières

Outre la valorisation des titres de la filiale par mise en équivalence, ces immobilisations sont composées de créances rattachées à ces titres, de dépôts et de cautionnements versés et d'autres titres immobilisés.

Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices est calculée sur la base de l'impôt courant et de l'impôt différé résultant des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs ainsi que des reports déficitaires. L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôt différés relatifs aux reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsqu'il existe une forte probabilité de récupération de ces derniers.

Autres créances

Ce poste est constitué des avances à la société BCI SA, holding de BCI Navigation. Elles sont provisionnées par prudence depuis l'exercice 2002.

Stocks

Ils sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Ils font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur coût.

Il n'existait aucun stock au 31 décembre 2008.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsqu'une perte est jugée probable.

Disponibilités

Outre la trésorerie en banque et la caisse, la trésorerie disponible inclut des placements en SICAV monétaires qui ne sont exposés à aucun risque.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. A défaut, les pertes éventuelles sont mentionnées en annexe.

2. Immobilisations incorporelles

Les variations des immobilisations incorporelles brutes sont les suivantes :

au 31 décembre 2008 :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Frais d'établissement	0		0	0
Logiciels	130 286	41 000	1 483	169 803
Recherche et développement	1 085 973	379 703		1 465 676
Total	1 216 259	420 703	1 483	1 635 479

Des frais de recherche et développement ont été activés sur l'exercice clos le 31 décembre 2008, date à laquelle ils remplissent les conditions précisées en 1.. Ils ont été évalués sur la base du coût complet des ingénieurs au prorata du temps consacré à leurs développements.

Les mouvements des amortissements des immobilisations incorporelles sont les suivants :

au 31 décembre 2008

Amortissements	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Frais d'établissement	0			0
Logiciels	101 161	29 605	1 483	129 283
Recherche et développement	0			0
Total	101 161	29 605	1 483	129 283

3. Immobilisations corporelles

Les variations des immobilisations corporelles brutes sont les suivantes :

au 31 décembre 2008

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Installations générales	311 072	195 459	11 510	495 021
Installations techniques	1 475	0	1 475	0
Matériel de Transports	384 001	0	0	384 001
Matériel de bureau et informatique	298 388	93 584	8 003	383 969
Mobilier	99 570	107 158	10 484	196 244
Immobilisations en cours	124 781	0	124 781	0
Total	1 219 287	396 201	156 253	1 459 235

La réévaluation de l'avion de tourisme au 1^{er} janvier 2005, a eu pour conséquence de ne plus l'amortir, sa valeur nette comptable à cette date étant proche de sa valeur recouvrable à la clôture du 31 décembre 2008.

Les mouvements des amortissements des immobilisations corporelles sont les suivants :

au 31 décembre 2008

amortissements	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Installations générales	39 414	52 276	11 510	80 180
Installations techniques	1 475	0	1 475	0
Matériel de Transports	139 051	19 528	0	158 579
Matériel de bureau	140 974	68 306	8 003	201 277
Mobilier	31 573	18 327	10 484	39 416
Total	352 487	158 437	31 472	479 452

4. Actifs financiers

Les variations des immobilisations financières sont les suivantes :

au 31 décembre 2008

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Titres de participations mis en équivalence	0		0	0
Titres de participations	80 000	0	80 000	0
Créances rattachées à des participations	0	172 398	172 398	0
Autres titres immobilisés	90	32	0	122
Autres immobilisations financières	90	4 660	0	4 750
Total	80 180	177 090	252 398	4 872

La participation dans la joint venture DIAMNAV a été souscrite en 2006 pour 100.000 US\$. La prise en compte de la quote part des pertes de la filiale de sa création en août 2006 au 30 décembre 2008, explique la valeur nulle de ces titres dans les comptes consolidés à cette date.

Rappelons que le prêt à DIAMNAV de 300 K€ est provisionné à 100 % depuis le 31 décembre 2007.

L'annulation des 80 K€ de titres de participations correspond à la première consolidation de la participation BCI DATA. De même, la créance de 173 K€ constituée d'une avance de trésorerie à BCI DATA est retraitée par la consolidation en intégration globale. Elle fait l'objet d'une dépréciation à 100 % dans les comptes sociaux au 31 décembre 2008.

5. Impôts différés

Au 1^{er} janvier 2005, les déficits et amortissements réputés différés représentaient une créance d'impôts différés de 8.660.890 euros auxquels s'ajoutent 32.850 euros de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs. L'exercice 2005 avait dégagé une nouvelle créance de 398.727 euros impactant le compte de résultat consolidé. Au contraire, l'exercice 2006 s'était traduit par une charge d'impôts différés de 343.616 euros qui avait réduit la créance fiscale à 8.748.851 euros. L'exercice 2007 avait dégagé une charge d'impôts différés de 1.216.082 euros.

La perte fiscale au 31 décembre 2008 se traduit par un complément de créance de 534.060 euros.

6. Autres créances (actifs non courants)

Les avances à la société mère BCI SA sont dépréciées à 100 % et classées en non courants.

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Compte courant BCI SA	8 267 845		2 166 736	6 101 109
Provision	8 267 845		2 166 736	6 101 109
Valeur nette	-	-	-	-

7. Stocks

Il n'existe plus de stocks de matériels ou de marchandises depuis fin 2007.

8. Créances clients et comptes rattachés

Au 31 décembre 2008, la totalité des créances clients sont à échéance inférieure à un an et se décomposent comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Créances clients	43 014	2 064 663
factures à établir	24 866	99 350
Total brut	67 880	2 164 013
Provisions pour dépréciation	-	-
Total net	67 880	2 164 013

9. Autres créances (courant)

Ces autres créances ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

Autres créances (courant)	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Avance et acomptes versés	623	27 765
Fournisseurs débiteurs et avoirs	3 549	3 646
Organismes sociaux	0	0
Etat, TVA	312 281	76 851
Etat, impôt	313 427	45 140
Etat, produits à recevoir	0	0
Autres produits à recevoir	0	2 502
Total Autres créances	629 880	155 904
Provisions	0	0
Total Autres créances net	629 880	155 904

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation futures.

10. Disponibilités

La trésorerie disponible se décompose comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Valeurs mobilières de placement	835 943	1 409 683
Banques	280 088	195 950
Caisse	974	800
Total	1 117 005	1 606 433

11. Capitaux propres

Au 31 décembre 2008, le capital de la société s'élève à 3.575.343,60 euros divisés en 8.938.359 actions de 0,40 euros chacune.

La société détient en propre à cette même date 7.166 titres à travers un contrat de liquidité avec la SG Securities.

Une assemblée générale du 5 janvier 2007 a adopté un nouveau plan de stock option en faveur des salariés portant sur 171.000 options permettant de souscrire 171.000 actions à date d'exercice de janvier 2008. Aucune option n'a été levée à ce jour.

12. Indemnités de départ à la retraite

Le montant des engagements de retraite, calculés suivant la méthode des Unités de crédits Projetés avec salaires de fin de carrière s'élève à 202.138 euros.

Les droits de l'ensemble des salariés ont été définis par la convention collective de la SYNTEC.

Ces droits ont été actualisés en fonction des hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite : 60 à 63 ans
- Table de mortalité : TF00-02
- Turn over : selon statistique secteur
- Evolution du salaire : 2 %
- Taux d'actualisation : 4,5 %

La charge de la période s'élève à 36.109 euros.

13. Provision pour risques et charges

Les variations du poste provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Provision pour litiges	56 500	-	-	56 500
Provision pour impôts	-		-	-
Provision pour charges	-	53 657	-	53 657
Total	56 500	53 657	-	110 157

Les provisions pour litiges sont constituées à hauteur de la meilleure évaluation du risque. Il s'agit de litiges prud'hommes en cours. La provision pour charges correspond à des honoraires conditionnés à des évènements postérieurs à la clôture.

14. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et se décomposent comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Dettes fournisseurs	127 315	284 565
Factures non parvenues	85 221	83 816
Total brut	212 536	368 381

15. Dettes fiscales et sociales

Toutes ces dettes sont à échéances à moins d'un an :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Personnel, congés et primes	128 130	108 555
Organismes sociaux	201 767	191 073
Etat, TVA	15 598	323 522
Autres charges à payer	26 195	24 737
Total dettes fiscales et sociales	371 690	647 887

16. Produits constatés d'avance

Ils correspondent à des produits d'exploitation futurs.

17. Impôt

L'impôt sur les bénéfices enregistré au compte de résultat se décompose comme suit :

	<u>31/12/2008</u>		<u>31/12/2007</u>	
Impôt comptabilisé	-	268 287	-	45 140
Impôt différé Charge (crédit)	-	534 060		1 216 082
Total impôt	-	802 347		1 170 942

L'impôt comptabilisé correspond à des crédits impôts recherche.

18. Informations sectorielles

Le groupe est organisé en un seul segment d'activité.

19. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation par zone géographique :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
CA France	305 733	4 636 331
CA Etranger	283 480	459 545
Total Chiffre d'affaires	589 213	5 095 876

20. Charges de Personnel

Elles s'analysent de la façon suivante :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Rémunérations	1 650 387	1 242 407
Charges sociales	731 558	552 221
Total Charges de personnel	2 381 945	1 794 628

Les effectifs du groupe s'analysent comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Cadres	20	34
Non Cadres	1	2
Effectif total	21	36

La baisse des effectifs est liée à l'arrêt d'activité de DIAMNAV et à l'intégration dans les effectifs du groupe des 2 salariés de BCI DATA.

21. Rémunération des dirigeants

La rémunération pour l'exercice 2008 des membres composant le conseil d'administration s'élève à 302.304 euros.

Aucun jeton de présence n'a été alloué au cours de la période.

22. Autres charges (produits) nets

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Autres charges	1 453 931	2 250
Autres produits	1 939	34 565
Autres charges (produits) nets	1 451 992	32 315

En autres charges figure une charge de 1.400 K€HT du fait de l'arrêt du partenariat BCI / EADS.

23. Dotations (reprises) de provisions

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Dotations au provisions	-	300 000
Reprises de provisions	2 166 736	1 074 368
Dotations (reprises) de provisions	- 2 166 736	- 774 368

Il s'agit de la reprise de provision sur le compte courant de BCI SA.

24. Résultat financier

Détail ci-dessous :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Différence négative de change	-	544
Dotation aux provisions	69 103	-
Total Charges financières	69 103	544
Différence positive de change	39	-
Produits nets sur cession VMP	24 573	74 693
Intérêts et produits assimilés	204 041	245 664
Reprise de provision	-	45 468
Total Produits financiers	228 653	365 825
Résultat financier	159 550	365 281

Les intérêts financiers concernent principalement le compte courant de BCI SA.

La dotation sur provision pour immobilisations financières est relative aux actions propres détenues dans le cadre de l'animation de marché, soit 69.103 €

25. Engagements

Hormis les loyers des locaux, le groupe n'a aucun engagement commercial ou financier au 31 décembre 2008.

26. Eléments concernant les entreprises liées

Créances et dettes inter-sociétés

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	DIAMNAV	BCI DATA
BILAN (actif)					
Immobilisations financières					
* titres de participation	159 790			79 790	80 000
* créances rattachées	472 398			300 000	172 398
Provisions	-632.188			-379 790	-252 398
Clients	74 482	7 891	33 908		32 683
* factures à établir	49	0	49		
Avances en compte courant	6 101 109	6 101 109			
Provision	-6 101 109	-6 101 109			
BILAN (passif)					
Fournisseurs	52 120	47 861	4 259		
*factures non parvenues	2 143	2 143	0		

Charges et produits inter-sociétés

	TOTAL	BCI	BCI CARTO	BCI DATA
Chiffre d'affaires				
* assistance administrative	191 293	31 947	132 019	27 327
Autres produits	0	0		
Achats & charges externes				
* assistance technique	0	0	0	0
* locaux	133 180	124 271	8 909	0
* divers	57 224	46 690	10 534	0
Autres charges				
Produits financiers	206 435	204 037		2 398
Charges financières	0			
Charges exceptionnelles	1 400 000	1 400 000		

27. Etat de rapprochement des comptes de résultat

	31/12/2008	31/12/2007
Résultat social	-1 752 780	3 035 218
Résultat BCI DATA	-322 020	0
Actifs corporels	42 970	42 970
Avantages aux salariés	-36 109	-42 310
Recherche et développement	379 703	620 732
Quote part Mise en équivalence	0	-28 710
Annulation provision sur titres	80 000	79 790
Annulation provision créance	172 398	
Impôts différés	534 060	-1 216 082
Résultat IFRS	-901 778	2 491 608
Résultat part du Groupe	-862 805	2 491 608
Intérêts minoritaires	-38 973	0

28. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant global des honoraires des commissaires aux comptes concernant l'exercice 2008 est de 66.240 euros dont 4.220 euros pour la filiale BCI DATA intégrée globalement. Il s'agit uniquement d'honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.

29. Evénements postérieurs à la clôture

La fin du premier trimestre 2009 a confirmé que le développement de la chaîne logicielle de Mobilité GEOD est un succès technologique avéré, validant ainsi le choix stratégique, difficile en terme commercial et risqué financièrement, de se focaliser principalement sur ce projet.

Aujourd'hui, il y a des négociations et des contacts avec des acteurs très importants du marché pour accéder à cette technologie.

L'action en cours est désormais de type commercial et doit déboucher dans des délais compatibles avec les disponibilités financières de BCI Navigation. Le succès de ces négociations d'ici la fin du second trimestre 2009 étant le principal garant de la pérennité financière et de la continuité d'exploitation de BCI Navigation.

SARL MGF AUDIT IN EXTENSO

20, Rue du Bois Chaland
91056 Evry Cedex

AREC GOMEZ SAS

3, allée des Garays
91120 - Palaiseau

BCI NAVIGATION SA

ZI Petite Montagne sud
3, rue du Velay - CE 1740
91 017 Evry

423 859 099 RCS Evry

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

BCI NAVIGATION SA

ZI Petite Montagne sud

3, rue du Velay - CE 1740
91 017 Evry

423 859 099 RCS Evry

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BCI Navigation SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes de l'annexe comptable portant sur les modes et méthodes d'évaluation et sur les événements postérieurs relatifs à la continuité d'exploitation.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, les paragraphes sur les modes et méthodes d'évaluation et sur les événements postérieurs décrivent l'incertitude significative pesant sur la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de l'incertitude mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité de l'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

A Lisses, le 28 avril 2009
en six exemplaires originaux

Les commissaires aux comptes

MGF Audit IN EXTENSO

Membre de la Compagnie
des Commissaires aux Comptes
de Paris

Lucien LE MOAN **Emmanuel MILLER**
Gérant, Responsable technique
Représentant légal

AREC GOMEZ SAS

Membre de la Compagnie
des Commissaires aux Comptes
de Paris

Jean-Marie GOMEZ **Olivier LACHKAR**
Président de la SAS Responsable technique

SARL MGF AUDIT IN EXTENSO

20, Rue du Bois Chaland
91056 Evry Cedex

AREC GOMEZ SAS

3, allée des Garays
91120 - Palaiseau

BCI NAVIGATION SA

ZI Petite Montagne sud
3, rue du Velay - CE 1740
91 017 Evry

423 859 099 RCS Evry

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRE AUX COMPTES
Comptes consolidés

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

BCI NAVIGATION SA

ZI Petite Montagne sud
3, rue du Velay - CE 1740
91 017 Evry

423 859 099 RCS Evry

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société BCI Navigation SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et des principes du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes de l'annexe comptable portant sur la présentation et principes comptables et sur les événements postérieurs à la clôture relatifs à la continuité d'exploitation.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, les paragraphes sur les modes et méthodes d'évaluation et sur les événements postérieurs décrivent l'incertitude significative pesant sur la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre des principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société au regard de l'incertitude mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité de l'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport de gestion du groupe.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

A Lisses, le 28 avril 2009
en six exemplaires originaux

Les commissaires aux comptes

MGF Audit IN EXTENSO

Membre de la Compagnie
des Commissaires aux Comptes
de Paris

AREC GOMEZ SAS

Membre de la Compagnie
des Commissaires aux Comptes
de Paris

Lucien LE MOAN **Emmanuel MILLER**
Gérant, Responsable technique
Représentant légal

Jean-Marie GOMEZ **Olivier LACHKAR**
Président de la SAS Responsable technique